

*Anti-inflation—Loi*

verrait monter en flèche sa part de la facture Radio-Canada. S'il y a une institution canadienne qui a raté son but, c'est bien Radio-Canada. Allons-nous écouter cet avis et grossir encore plus démesurément cet organisme public?

Les hauts fonctionnaires eux aussi semblent pris d'une ardeur à se manifester inconnue jusqu'ici. M. Gordon Robertson, dans un discours mémorable qu'il a fait à Halifax sur l'unité canadienne, a voué au cilice les anglophones du pays, qu'il rend responsables de la désunion nationale. M. Shoyama a dénoncé auprès des médias les hommes politiques de l'Alberta et du Québec qui se sont prononcés sur la question pétrolière. Jamais jusqu'ici on avait entendu chez nous de pareilles déclarations de la part d'importants fonctionnaires.

Passons au ministre des Finances (M. Macdonald). J'ai un peu de peine pour lui. M. McGillivray écrivait dans le numéro du 3 juin de la *Gazette* que s'il quitte son poste cette année, il laissera le souvenir du plus falot des ministres des Finances depuis M. Nowlan, qui n'avait même pas eu le temps de présenter un budget. Donc on lui réserve une note en bas de page plutôt qu'un chapitre de notre histoire. Pourquoi? Parce que le malheur s'est acharné sur lui: pessimisme public et absence de confiance envers le gouvernement; au moment où l'on s'attend que le gouvernement fasse preuve de modération dans ses dépenses, il nous présente un énorme déficit budgétaire; le taux de chômage avoisine 8 p. 100, et le déficit des paiements est énorme. Vraiment, le ministre n'a pas de chance. On a l'impression qu'il assure tout simplement l'intérim des finances, qu'il est le pauvre diable qu'on a pris au pied levé pour occuper provisoirement des fonctions où il n'a eu ni le temps ni la possibilité d'adopter des politiques ou des stratégies nouvelles. Il est certain qu'il a été appelé à défendre les politiques des autres plutôt qu'à appliquer les siennes.

C'est le premier ministre qui a décidé le contrôle des prix et des salaires, auquel le nom du ministre des Finances restera attaché. C'est le premier ministre qui a dit que les contrôles devaient rester en place jusqu'à la prochaine élection, et le ministre a bien déclaré qu'il était un simple soldat qui obéit aux commandements et qui ne commande rien. Lorsque le ministre partira cette année, il laissera à son successeur un déficit budgétaire de 7.2 milliards, et une situation effroyable: chômage élevé, inflation rapide et fonctionnaires à court d'idées. Tout le monde voit bien que le gouvernement n'arrive pas à remettre l'économie sur pied. Il est temps de changer tout cela, de prendre des mesures énergiques.

Et le bilan de l'inflation? La raison principale de la diminution du taux d'inflation a été la baisse du prix de base des produits alimentaires, qui a été rendu possible par des récoltes abondantes et une stabilisation du marché des matières premières dans le monde. Le gouvernement ne peut aucunement s'en attribuer le mérite. En outre, le prix des produits importés a diminué.

De plus en plus de gens ont l'impression que les mesures de lutte contre l'inflation tendent à favoriser un groupe par rapport à un autre. Ils ont du mal à accepter que certaines personnes en profitent plus que d'autres. Le fait est que plus de capitaux sortent du pays qu'il n'en entre au Canada, alors que pendant des décennies, c'est le phénomène inverse qui s'est produit. La réglementation des prix et des salaires ne peut qu'être une mesure à court terme, tout au plus complémentaire. John K. Galbraith, par exemple, dit clairement qu'une

[M. Ritchie.]

politique des prix et revenus ne remplace pas une politique monétaire et fiscale. Voici ce qu'il déclare:

Elle la complète dans le secteur de l'économie moderne où le contrôle des prix et des salaires ne dépend plus du marché mais de l'administration privée et où la diminution de la demande globale entraîne non pas une diminution des prix, mais le chômage.

Et voici ce qu'a déclaré le Canadien Simon Reisman:

Les contrôles peuvent donner du temps pour reformuler de bonnes politiques monétaire et fiscale. Ils créent un cadre politique dans lequel les gouvernements peuvent contenir les demandes salariales des syndicats puissants et croissants de leur propre Fonction publique.

Milton Friedman, quant à lui, a déclaré:

Enrayer l'inflation n'est pas un problème. Nous savons comment y parvenir. Tous les économistes le savent. Je puis le dire très simplement. La seule façon d'enrayer l'inflation, pour le gouvernement, c'est de dépenser moins et d'imprimer moins d'argent. La seule façon d'enrayer l'inflation, c'est de contenir la croissance de la masse monétaire. Il n'y a aucune autre façon d'y parvenir. Il n'y a aucun autre moyen qui nous permette de freiner l'inflation. Toutefois, le problème n'est pas de savoir comment enrayer l'inflation mais d'avoir la volonté politique de le faire.

Notre économie marche au ralenti. Nous sommes intoxiqués par les réglementations et nous nous en servons comme d'une béquille commode, car elles nous servent de prétexte pour régler nos affaires selon la manière forte. Nous avons perdu notre position concurrentielle sur les marchés mondiaux, même dans des domaines où jusqu'ici nous avons su jouer notre rôle avec l'efficacité voulue. Le maintien d'un programme de réglementation ne peut qu'aggraver ce fléchissement et nous rendre encore moins compétitifs.

Tous, y compris ceux qui sont en faveur des contrôles, doivent reconnaître qu'à long terme, le maintien de contrôles risquerait d'imposer une baisse sérieuse sur les investissements nécessaires pour produire de nouveaux emplois.

Le marché des actions n'a pas réagi comme on s'y attendait au budget, en partie parce que les profits sont réglementés en vertu des règlements sur les investissements de la CLI. Il y a d'autres inconvénients nombreux liés aux fonctions de la CLI. Elle doit utiliser son pouvoir pour imposer des baisses de prix. Elle doit donner l'impression qu'elle contrôle les salaires mais il est bien difficile de se montrer toujours juste. Le long différend de Thompson a montré qu'il était difficile d'établir des augmentations de salaire égales, étant donné les conditions salariales dont avaient toujours profité les ouvriers de Thompson, comparé à ceux de Sudbury. Plus on cherchera à conserver les réglementations anti-inflation, plus notre économie s'en trouvera déformée. M. Earle McLaughlin, ancien président de la Banque royale du Canada a déclaré en janvier: «Que le gouvernement déclare qu'il a gagné la guerre, et qu'on se débarrasse au plus tôt de tout l'appareil de la CLI.»

Il serait d'ailleurs difficile de prouver que les prix et les coûts sont différents à présent de ce qu'ils auraient été, sans le programme de contrôle. La politique gouvernementale a sans doute réussi à soutenir l'activité économique au Canada ces deux ou trois dernières années, mais en 1976, la croissance de l'économie aux États-Unis a de beaucoup dépassé la croissance canadienne et il est probable que sa performance économique la surpassera de beaucoup encore cette année. Les États-Unis n'ont pas eu de programme de contrôle, mais la récession a bien mieux réussi à dégonfler les prévisions inflationnistes que n'a pu le faire le programme de lutte contre l'inflation au Canada. Les prix à la consommation, alimentation comprise, ont augmenté en 1976 de 9.5 p. 100 au Canada, et de 6.6 p.